

Brochure n° 3286

Convention collective nationale

IDCC : 1982. – **NÉGOCE
ET PRESTATIONS DE SERVICES
DANS LES DOMAINES
MÉDICO-TECHNIQUES**
(4^e édition. – Avril 2005)

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2005
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 1^{ER} DE LA CONVENTION COL-
LECTIVE NATIONALE DU NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES DANS
LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES

NOR : ASET0650218M

IDCC : 1982

Entre :

Le syndicat national des services et technologies de santé au domicile
(SYNALAM),

D'une part, et

La fédération des employés et cadres (FEC) CGT-Force ouvrière ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération des services (FDS) CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services
(FNECS) CFE-CGC ;

La fédération commerce, services, force de vente CFTC (CSFV-CFTC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

L'article 1^{er} de la convention collective nationale « Négoces et prestations
de services dans les domaines médico-techniques » du 9 avril 1997, étendue
par arrêté du 3 mars 1998 est remplacé par l'article suivant.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application territorial vise l'ensemble du territoire national, y compris les départements d'outre-mer.

Le champ d'application professionnel concerne les entreprises de négoce et de prestations de services médico-techniques. L'activité principale de ces entreprises consiste en la location et la vente de matériels et fournitures destinés à l'assistance des personnes en situation de dépendance, de handicap ou de maladie ainsi qu'à l'équipement médical et/ou dans la réalisation de prestations de services liées aux activités de location ou de vente au profit des mêmes bénéficiaires et à l'exclusion de tout acte de soins. Ces entreprises sont généralement référencées sous les codes NAF 52.3 C (à l'exclusion de l'audioprothèse) en 71.4 B.

Article 2

Durée. – Notification. – Publicité

Le présent texte, conclu pour une durée indéterminée, sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature, fixée du 18 octobre au 30 novembre 2005.

Il sera déposé, en 5 exemplaires originaux, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au conseil de prud'hommes de Paris à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, décomptés à partir de la date de réception la plus tardive des lettres recommandées avec accusé de réception le notifiant.

Article 3

Extension et entrée en vigueur

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la DDTEFP.

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)